

L'Anarchie est la plus haute expression de l'ordre.
Ellée RECLUS.

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis LAURENT, 589-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. 1 an, 240 fr.AUJOURD'HUI
COMME HIER :

LE MILITARISME c'est la guerre

C'est par une indiscrétion du New-York Herald Tribune que l'opinion publique a pu connaître les clauses militaires que contiennent les futurs traités de paix. On constate que la confiance dans laquelle les quatre grands tiennent leur population respective est très limitée puisque aussi bien le Quai d'Orsay, que Londres ou Moscou n'ont donné leur accord pour une publication officielle ; proposition faite par la Maison-Blanche.

Tout se tient. Le fascisme larvé que nous subissons, la crainte des responsabilités qui s'inscrit chez les hommes politiques, le besoin impérial de sauver le Pouvoir,

En Roumanie

LA HAUTE BANQUE fraternise avec les communistes

D'un de nos correspondants. Il se passe vraiment de bien curieuses choses ici, à l'intérieur de ce fameux Rideau de Fer. Chacun sait que le gouvernement roumain est à tendance communiste, recevant plus ou moins ouvertement — plus ou moins — ses ordres de Staline. Cette servilité gouvernementale qui indigne les vertueux capitalistes internationaux à l'étranger, n'est pas faite pour gêner notre haute banque de Bucarest qui, comme toutes les hautes banques nationales, se rit des couleurs politiques diverses des différents gouvernements.

MAIS VOICI LES FAITS

Les relations internationales modernes exigent l'emploi de gros capitaux nationaux à travers le monde. L'une des premières mesures que prennent deux pays en guerre est de séquestrer les biens ennemis sur leurs territoires. Séquestrer et non conquérir. Ces capitaux font, la paix revenue, l'objet de marchandages et finalement d'accords plus ou moins avantageux.

L'Amérique ayant bloqué les biens roumains, comme de juste, notre gouvernement estime le moment venu d'envoyer une délégation commerciale extraordinaire aux Etats-Unis, afin de discuter les modalités et les conditions du déblocage. Parallèlement à cette demande, les négociateurs roumains abordent le sujet d'octroi d'éventuels et importants crédits financiers. Cette mission est fort délicate, car c'est la première fois qu'une démarche de ce genre est faite depuis la fin des hostilités.

Jusqu'alors, rien d'anormal — dans le cadre rituel de notre régime — à cette recherche au retour des demandes d'avant guerre. Mais où la chose devient

(SUITE PAGE 2)

LES ÉLÈVES INDIGNES

A tous vents comme Girouettes

Je comprends qu'on déserte une cause pour savoir le plaisir que l'on éprouve à servir une autre. — Ch. Baudelaire.

Ce n'est pas parce que Louis Aragon accumule des meurtres de combattants, de résistants et sur la patrie qu'il faut oublier qu'à une heureuse époque il fut le premier défenseur de France, qu'en pleine guerre il démonta, en traversant l'Allemagne de part en part (on presque), que pour lui comme pour Jean Grave, la patrie n'était qu'un mot sonore, que l'Allemagne en définitive était un être humain comme un autre.

Les grands hommes, on le sait, sont sujets à des caprices, à des sautes d'humeur et à des revirements qu'il convient de ne pas juger en ignorant leur précieux génie et leur grande doute, au souvenir de leur ancienne activité, si nécessaire nous disposons à fermer les yeux sur l'ignominie actuelle de MM. Aragon et Thorez, à aller jusqu'à leur pardonner de chanter la « Marseillaise », d'exalter leurs semblables à la production, de pré-

coniser l'ordre et de jeter la défauve sur la Germanie qui fut longtemps leur bonne amie.

Mais qu'ils s'expliquent à invectiver contre ceux qui, aujourd'hui, ont un faible pour l'Allemagne, voilà qui dépasse les limites de la logique, de la pudeur et aussi de notre indulgence.

Comment, M. Aragon, comment, M. Thorez, osez-vous reprocher à des Français ce que vous avez fait vous-mêmes ?

Mais qui ! Vous avez insulté la France et pactisé avec l'Allemagne.

Vous M. Aragon, au temps du surréalisme, après la guerre de 1914 et vous, M. Thorez, au temps du réalisme, avant et pendant celle de 1940.

Alors, que du droit voulez-vous empêcher à d'autres de le faire aujourd'hui !

Après tout, les Français ne sont pas obligés de changer d'opinion en même temps que vous (du moins pas encore, car si vos électeurs imberbes vous accordaient un jour le pouvoir...).

Si l'plat à certains originaux d'aimer la patrie de Grotteau au moment où c'est indéniable, qu'est-ce que ça peut bien vous faire, à vous, que l'avez aimé au moment où ça ne l'était pas moins.

Et souvenez-vous de la véhémence avec laquelle vous vous insurgiez contre cette société stupide et routinière qui tentait de vous imposer ses inimitiés ! Avec quelle fureur lui exposiez-vous qu'un homme n'est pas forcément d'épouser les querelles de son pays, d'avoir les mêmes ennemis héritaires que ses compatriotes ! Alors, pourquoi reprendre à votre compte les méthodes de cette société stupide et routinière, pourquoi mener une lutte acharnée contre vos théories d'autan !

Si des Français veulent sympathiser avec l'Allemagne, c'est leur droit strict comme ce fut le vôtre; on ne vous a pas retiré ce droit, laissez-le leur...

Et n'allez surtout pas vous retrancher derrière les actes de barbaries car, à l'heure où vous la portiez dans votre cœur, l'Allemagne n'était pas différente des autres nations et ne pouvait motiver le blâme des hommes généraux et rendre ignobles ceux qui, comme vous, passaient outre...

Et d'ailleurs, qui dira jamais le nombre d'atrocités dont l'Allemagne a été capable !

Il y a eu également l'industrie stalinienne, l'appartement socialiste dont l'appartement à 36 fr. 15 par jour, en prévision de l'application d'une insignifiante augmentation des salaires, le coût de la vie a déjà subi une hausse importante et sensiblement significative formulée et parvenue, dans le temps, l'insignifiant pourvoir d'achat des vieux travailleurs. On semble vouloir mener campagne pour la baisse du prix de la vie, ou leur blocage. Mais c'est une hérésie d'y croire, car le gros patronat consulté sur l'augmentation des salaires a formellement déclaré qu'il était absolument impossible d'éviter la hausse des produits manufacturés. Que l'on songe, en outre, que les trusts sont puissants et inattaquables.

Tenez, vous nous faites songer à des bandits, qui ayant eu la chance de pouvoir devenir honnêtes, s'acharneraient sur leurs jeunes collègues avec plus de sévérité que les butors de la loi.

Vous êtes de ceux qui, après avoir abandonné une amante, répandent sur elle des tas d'ordures...

(SUITE PAGE 2)

VIEUX TRAVAILLEURS

Que fait-on pour vous ?

L'examen positif de la situation du prolétariat en général nous met en présence d'un des plus navrants spectacles que l'histoire ait connu. Il faut remonter au féodalisme du XVII^e siècle afin d'y trouver un rapport. Mais la catégorie des vieux travailleurs actuels, rejettés pour toujours de la production et ayant éprouvé ses ultimes et dernières ressources est de toutes, la plus lamentable et au titre mérité une attention particulière.

Délaissés de toutes parts, parce que son productrice, elle est, suivant le mot de Blum, un résultat incompréhensible de qui on ne peut plus rien tirer. Sa seule capacité présente ne réside plus que dans le suffrage universel pour le seul

profit d'un parlementarisme pourri qui l'exploite sans merci à chaque campagne électorale. Ce n'est que dans ces occasions qu'on découvre qu'il y a des vieilles et vieux travailleurs. Des affiches cyniques et menteuses affirment qu'il faut leur donner de quoi finir dignement leurs vieux jours. Et, les éléctions terminées, le rideau tombe. Un silence mortel sur les promesses faites. C'est l'oubli complet de tout.

Vieux travailleur, où dix ans que vous luttez farouchement pour obtenir cette retraite que tous les partis vous ont promise. Pas un seul n'a tenu ses promesses et quand parfois on vous a jeté un os, qui n'était qu'un défi à votre extrême misère, ils se sont tous dis-

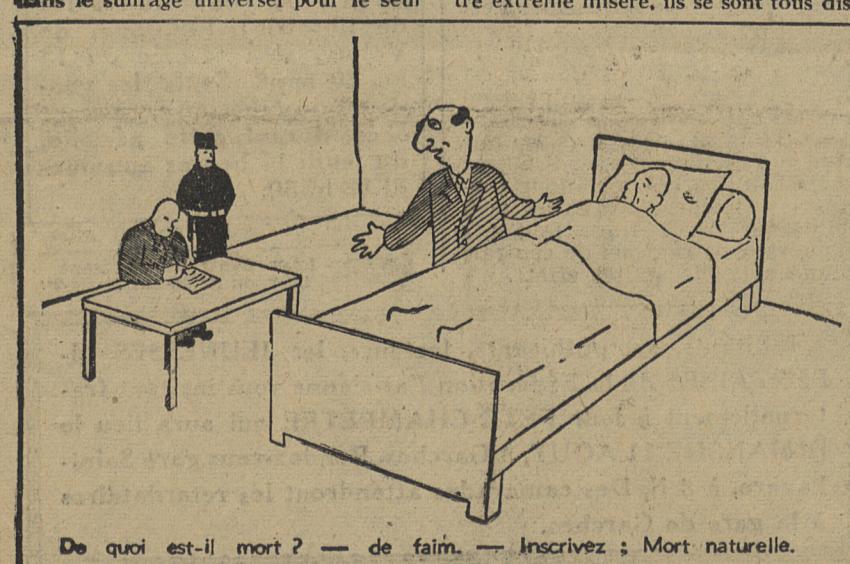
pous le mérite de vous l'avoir donné afin de s'assurer l'avantage de votre clientèle électorale.

Toujours le même mirage duquel il faut vous guérir. Vous vous êtes tournés vers les organisations syndicales. Elles aussi ont menti à leurs missions, car ces grandes centrales sont devenues des organismes politiques et par conséquent des firmes de domination et non de libération. Elles ont cessé d'être avec le peuple en collaborant avec vos maîtres, avec l'Etat, et ne peuvent que vous trahir, c'est désormais leur ultime mission, quelles que soient leurs déclarations. Du reste, vous pouvez jurer, vieilles et vieux, que malgré tout le tapage — ou plutôt le chantage — que l'on fait sur la revalorisation des salaires, traitements, pensions et retraites. Rien, absolument rien n'est proposé pour votre retraite à vous ou pour le relèvement de votre allocation.

Vieilles qui restez honteusement « appotée » à 36 fr. 15 par jour. En prévision de l'application d'une insignifiante augmentation des salaires, le coût de la vie a déjà subi une hausse importante et sensiblement significative formulée et parvenue, dans le temps, l'insignifiant pourvoir d'achat des vieux travailleurs. On semble vouloir mener campagne pour la baisse du prix de la vie, ou leur blocage. Mais c'est une hérésie d'y croire, car le gros

patronat consulté sur l'augmentation des salaires a formellement déclaré qu'il était absolument impossible d'éviter la hausse des produits manufacturés. Que l'on songe, en outre, que les trusts sont puissants et inattaquables.

(SUITE PAGE 2)



De quoi est-il mort ? — de faim. — Inscrivez ; Mort naturelle.

3337

L'Anarchie est la plus haute expression de l'ordre.
Ellée RECLUS.

Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis LAURENT, 589-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. 1 an, 240 fr.

**L'ÉTAT FRANÇAIS ACHÈTE
900 millions de francs
DE MUNITIONS
à l'Amérique**
mais ne peut payer
ses fonctionnaires

LE ROLE DE LA
BANQUE DE FRANCE

La Haute-Banque domine le Gouvernement

LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE Salaires et crédits militaires

Notre gouvernement se débat dans des situations de plus en plus inextricables et dont les solutions demeurent en réalité, sans issue. Ce qui est caractéristique, c'est qu'au contraire, l'Etat a tantôt besoin de l'armée pour l'intérêt supérieur de la Patrie que pour le maintien à l'intérieur de l'injustice sociale. Et cela non seulement en France, mais partout ; et comme les adversaires de l'Etat sont, d'autre part, à la fois les amis de demain, un embryon d'armée bien instruit, bien encadré, reste encore une valeur suffisante d'autant plus que les véritables facteurs déterminants de la guerre qui vient ne se trouvent pas chez les plus puissants.

Cahin-caha, le capitalisme s'achemine vers sa fin. Celle-ci est marquée de soubresauts qui donnent à l'esprit superficiel l'illusion d'un renouveau, d'une nouvelle vi-

gue par l'Allemagne vaincue et par un Nazisme qui le serait également si, dans la coulisse, on ne faisait pas l'impossible pour qu'il renaisse de ses cendres. Et puis, nous sommes en régime capitaliste, et l'Etat a autant besoin de l'armée pour l'intérêt supérieur de la Patrie que pour le maintien à l'intérieur de l'injustice sociale. Et cela non seulement en France, mais partout ; et comme les adversaires de l'Etat sont, d'autre part, à la fois les amis de demain, un embryon d'armée bien instruit, bien encadré, reste encore une valeur suffisante d'autant plus que les véritables facteurs déterminants de la guerre qui vient ne se trouvent pas chez les plus puissants.

Tant que le Paris se fera dans les bureaux des Etats-Majors, tant que la course aux armes stratégiques, protection des centres d'exploitation capitalistes et impérialistes seront les grands soucis des diplomates placés par la Bourgeoisie pour défendre ses intérêts, la paix ne sera qu'une pauvreté. Aux peuples qui ont en main tous les moyens sans lesquels le capitalisme serait impuissant, d'exiger par son refus systématique et universel à défendre sous quelque prétexte que ce soit, les privilégiés de nos maîtres et saigneurs. Il est temps encore, pendant que la société capitaliste est prise par toutes les contradictions, de la pousser dans le fossé, incapable qu'elle est de résoudre tous les problèmes qui se posent à elle.

Ayons au moins le courage de dire que nous refusons l'acquiescement... Elle a fait la guerre... elle l'a payée... Peu nous importe. Et tous les slogan patriotiques n'y feront rien. Si nous le voulons, notre volonté de vivre peut être le commencement de notre salut.

(SUITE PAGE 2)

Le « Journal officiel » du 21 juillet donne des éclaircissements qui nous servent pour des fins démocratiques que l'on sait.

Les cours extrêmes de 1939 sont respectivement de 5.805 francs à 9.500 francs. Les propriétaires de l'époque, et qui n'ont pas cédé au chantage du défaïsme ou de renchérissement qui lie le jeu normal de nos financiers et que nous avons eu maintes fois l'occasion de dévoiler ici-même, ces anciens propriétaires n'ont donc pas lieu de se plaindre, au contraire. L'Etat est généralement à leur égard : c'est la générosité des individus qui distribuent le bien d'autrui !

Les malins qui achètent — soit naturellement les membres de la haute Banque, puisque ce sont eux qui influencent victorieusement le caractère leur capital, et indubitablement achetent leurs actions, disent-ils — qui achètent au plus bas cours durant les années 1940 à 1944, c'est-à-dire à 7.025 francs, réalisant une affaire en or, au détriment, bien entendu, du malheureux contribuable, dont vous êtes.

Nous pouvons être tranquille sur le sort de la haute banque. Elle a toujours refusé d'espiner le jeu de la haute banque, soit avec succès, soit avec échec, à sa guise, soit avec la complicité patente des gouvernements, soit, plus rarement, avec succès.

Il se pourrait que la publicité faite autour de ce rachat — rémunératrice pour les uns, catastrophique pour les autres — ait encore un ultime but. La haute banque peut fort bien avoir d'autres atouts en mains.

Un projet de loi, en effet, a été déposé tendant à modifier le prix de rachat et à le porter à 44.500 francs. Par l'autre jeu de bascule des partis, chemin de la finance et que nous avons dénoncé aussi, le M.R.P., parti modéré — oh ! combien — ne peut trahir, au contraire, les électeurs en faisant voter ce projet. Décourageant actuellement le porteur d'actions, la haute banque peut — c'est tout possible — l'inciter à vendre devant l'occasion inespérée d'une prime plus ou moins forte. Devant une offre à 29.000 ou 30.000 francs par action, que celui qui ne la laisse pas tenter ? La Finance, qui fait et défaire les lois, jouera à coup sûr, si son simple désir était que le rachat soit ultérieurement porté à 44.500 francs. Comprend-on le mécanisme ?

Le jeu est d'ailleurs, au plus de la considération que la haute banque possède au sujet de la complicité — avouée ou non — des législateurs, sans danger aucun pour elle. Il est prévu, en effet, qu'il pourra être procédé à DES RACHATS EN BOURSE. Le jeu des pariques et des espoirs va recommencer pour ces titres et les spéculateurs sans scrupules « réaffirmer » d'énormes bénéfices. A chaque changement de majorité à la Chambre correspondent des gains appréciables en Bourse. Le jeu est simple, enfantin et qui ne le voie ?

Ce qui est grave, c'est que même, chose naïve et ridicule, si nos hommes politiques étaient animés de loyales intentions et d'une sincérité réelle, ils aboutiraient aux mêmes impuissances. Pour abattre la haute banque, il n'existe qu'un seul moyen, un seul : c'est la disparition complète du capitalisme.

inutiles, ils servent à protéger la propriété et la vie de l'homme.

Il est vrai que la propriété et la vie de l'homme n'ont pas besoin de tant de respect puisque, un jour ou l'autre, la mitraille se charge de les anéantir, et cela sous les yeux impuissants de la police... Impuissants ! non, pas tout à fait, puisque, en juin 1940, ils surent voir la route qui conduisait loin de la France.

Mais là encore ils ont obéi. En août 1944, on leur a ordonné de faire grève et de prendre la barricade, mais ils ont obéi. Car vous vous doutez bien que sans cet ordre ils seraient demeurés tranquillement chez eux en attendant qu'on leur dise d'arrêter les vichystes, les fascistes, les miliciens, les collaborateurs.

Ils ne sont pas méchants, ce n'est pas de leur faute, mais font ce qu'ils doivent faire et c'est la seule chose que l'empêche de se rebeller, mais si nous avions un enfant malé, nous aimions mieux qu'à cette question : « Qu'est-ce que tu as l'intention de faire quand tu seras grand ? » Il nous répondrait « Je serai policier », plutôt que « Je serai anarchiste ».

Ceux qui remarqueront avec nous que la presse alimentée financièrement par la publicité ou reflétant les opinions politiques conformes au maintien d'un désordre social et d'une corruption qui voudrait étouffer notre voix, ne manquent pas d'être largement servis en papier.

C'est par de semblables méthodes que l'on met à naissance d'une prétendue « liberté de la presse » qui n'est, en réalité, que le monopole de quelques-uns.

